

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION
ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

DIRECTION DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

PROJET D'APPUI À LA GOUVERNANCE DES
FINANCES PUBLIQUES

UNITÉ DE GESTION DU PROJET



PAGFIP

PROJET D'APPUI À LA GOUVERNANCE
DES FINANCES PUBLIQUES

COOPÉRATION CAMEROUN – GROUPE DE LA BANQUE
AFRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

GENERAL DIRECTORATE OF
COOPERATION
AND REGIONAL INTEGRATION

DIRECTORATE OF REGIONAL INTEGRATION

DEPARTMENT OF REGIONAL INTEGRATION

PUBLIC FINANCE GOVERNANCE
SUPPORT PROJECT

PROJECT MANAGEMENT UNIT

Avis de Demande de Cotation

N° DDA / ADC / MINEPAT / SG / DGCOOP / DIR / PAGFIP / UGP / CSPM / SPM / ASPM /
ASPMJ/2024 DU 28/10/2024

pour la fourniture et l'installation du matériel et mobilier de bureau à l'Unité de Gestion
du Projet d'Appui à la Gouvernance des Finances Publiques (UGP) (PAGFIP).

« En procédure d'urgence »

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'opérationnalisation du Projet d'Appui à la Gouvernance des Finances Publiques (PAGFIP), objet des Accords de financement entre le Gouvernement de la République du Cameroun représenté par le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)-Maître d'Ouvrage dudit projet-, et le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) ; le Coordonnateur National-Maître d'Ouvrage Délégué du PAGFIP, lance une cotation pour la fourniture et l'installation du matériel et mobilier de bureau à l'Unité de Gestion du Projet d'Appui à la Gouvernance des Finances Publiques (PAGFIP).

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent la fourniture et l'installation du matériel et mobilier de bureau, gamme acceptable conforme aux dimensions des espaces ci-après : Bureaux (CN, Sec ; RAF ; ASPM ; RSE ; COMP ; ARAF, ASPMJ ; ALI), Salle de Conférences ; Guérite ; Dépendance de l'immeuble-siège à usage polyvalent (Stagiaires Professionnels, CSPM et appui aux travaux des auditeurs, contrôleurs, inspecteurs, etc.). Le détail des fournitures est décrit dans la partie descriptif des fournitures.

3. La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires installés ou représentés au Cameroun et justifiant d'une bonne expérience dans le domaine de la fourniture, l'installation et de la maintenance des matériels et mobiliers de bureau et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financés par le Prêt FAD N° 2100150043404 (pour la partie Hors Taxe) et les Fonds de Contrepartie du Gouvernement du Cameroun au titre de l'exercice 2024 et suivant (pour la partie Taxe et Droit de Douane).

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *hors ligne*.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) aux heures ouvrables à la Direction de l'Intégration Régionale, sise à l'Annexe 1 du

MINEPAT, derrière l'Immeuble ELECAM, tel : 693 80 44 68 / 652 90 78 11, Email: ugppagfip@gmail.com dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage Délégué.

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue à la Direction de l'Intégration Régionale, sise à l'Annexe 1 du MINEPAT, derrière l'Immeuble ELECAM., tel : 693 80 44 68 / 652 90 78 11, Email: ugppagfip@gmail.com dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat de la DC de Cinquante Mille (50 000) Francs CFA au compte n° 335 988 intitulé "Compte spécial CAS ARMP" ouvert par l'Agence de Régulation des Marchés Publics dans les agences BICEC de Lundi à Vendredi entre 08h et 15H 30mn

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 22 657 500 (vingt-deux millions six cent cinquante-sept mille cinq cent) Francs CFA, TTC

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à cinq cent mille (500 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

La cotation sera fournie en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, et devra parvenir à la salle de réunion de la Direction de l'Intégration Régionale, sise à l'Annexe 1 du MINEPAT, derrière l'Immeuble ELECAM, tel : 693 80 44 68 / 652 90 78 11, Email: ugppagfip@gmail.com au plus tard le 21/11/2024... à 13 heures, et devra porter la mention :

«Avis de Demande de Cotation N° 001 / ADC / MINEPAT / SG / DGCOOP / DIR / PAGFIP / UGP / CSPM/SPM/ASPM/ASPMJI / 2024 DU 28/10/2024
POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DES MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU A L'UNITE DE GESTION DU PROJET D'APPUI À LA GOUVERNANCE DES FINANCES PUBLIQUES (PAGFIP).

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 21/11/2024 2024 à 14 heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés, dans la salle de réunion de la Direction de l'Intégration Régionale, sise à l'Annexe 1 du MINEPAT, derrière l'Immeuble ELECAM.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement se fera au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé. Les éléments de chaque dossier seront séparés par un intercalaire de couleur différent du blanc.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage Délégué :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- Les plis sans indication de l'identité de la DC ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

- Sur le Dossier administratif
 - ✓ À l'exception de la caution de soumission, non-conformité après un délai de 48 heures après le dépôt des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
 - ✓ Fausses déclarations, substitution ou pièces falsifiées ;
 - ✓ Absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le MINMAP et qu'aucune procédure n'est en cours contre lui au MINMAP ;

- ✓ Absence de la caution de soumission ou soumission non conforme ;
- Sur l'offre technique
 - ✓ Absence des prospectus des fournitures demandées ;
 - ✓ Deux (02) Lettres Commandes de fourniture, installation et maintenance du matériel et mobiliers de bureaux ou prestations similaires effectuées au cours des cinq (05) dernières années et d'un montant global supérieur à ou égal à vingt millions (20 000 000) Francs CFA TTC ;
 - ✓ Non-respect des spécifications techniques majeures ; ;
 - ✓ Absence du service après-vente ;
 - ✓ Non-respect du Délai de livraison, 30 jours.
- Sur l'offre financière
 - ✓ Une soumission conforme au modèle; timbrée et signée ;
 - ✓ Une capacité de préfinancement d'au moins 10 000 000 Francs CFA, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ;
 - ✓ Le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ;
 - ✓ Le devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
 - ✓ Offre financière incomplète ou omission d'un prix quantifié ;

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires sont les suivants :

- ✓ la présentation de l'offre, 1 critère ;
- ✓ les références du soumissionnaire, 2 critères;
- ✓ le service après-vente, 2 critères ;
- ✓ la capacité financière, 1 critère ;
- ✓ la qualification et l'expérience du personnel, 1 critère ;
- ✓ les moyens logistiques, 2 critères ;
- ✓ le délai d'exécution, 2 critères;
- ✓ L'organisation et planning de livraison, 2 critères
- ✓ le certificat de conformité aux normes internationales pour tous les matériels et mobiliers de bureau 2 critères ;

Seuls les soumissionnaires ayant satisfait à au moins 80% des critères essentiels pourront être qualifiés.

N.B. Le Maître d'Ouvrage Délégué procédera à la vérification de toutes les informations fournies avant l'attribution du marché. Toute fausse information fournie conduira au rejet de l'offre du soumissionnaire.

14-Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de trente (30) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15-Tranches/Allotissement

N/A = Non applicable, dans le cadre de la présente DC.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises inconditionnelles proposées.

Le Soumissionnaire doit notamment être jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations- pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction de l'Intégration Régionale, sise à l'Annexe 1 du MINEPAT, derrière l'Immeuble ELECAM., tel :693 80 44 68 / 652 90 78 11, Email: ugppagfip@gmail.com avec copie à valentin.lahkouotou@yahoo.fr ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage délégué.

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la :

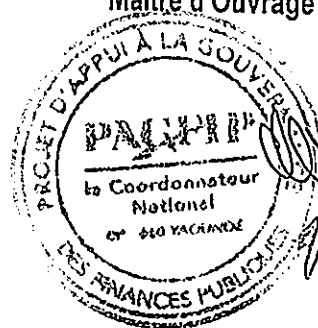
Cellule de Lutte Contre la Corruption du MINEPAT (MO/MOD) au numéro 677 99 01 59
Et de l'ARMP au numéro 699 95 37 30

Fait à Yaoundé, le 29/10/2024

Le Coordonnateur National du PAGFIP,
Maître d'Ouvrage Délégué.

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Président CSPM concerné
- Affichage -chrono (pour information/publication)



Valentin Lah Kouotou

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF THE ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

GENERAL DIRECTORATE OF COOPERATION
AND REGIONAL INTEGRATION

DEPARTMENT OF REGIONAL INTEGRATION

PUBLIC FINANCE GOVERNANCE SUPPORT
PROJECT

PROJECT MANAGEMENT UNIT



PAGFIP

PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE
DES FINANCES PUBLIQUES

CAMEROON-AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
COOPERATION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERAL DE LA COOPERATION
ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

DIRECTION DE L'INTEGRATION REGIONALE

PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE DES
FINANCES PUBLIQUES

UNITE DE GESTION DU PROJET

Request for Quotation

No. 001 / DC / MINEPAT / SG / DGCOOP / DIR / PAGFIP / UGP / CSPM / SPM / ASPM /
ASPMJ/2024 OF 23/10/2024

For the supply and installation of office equipment and furniture for the Management
Unit of the Public Finance Governance Support Project (PAGFIP)
“In emergency procedure”

1. Purpose of the Request for Quotation

Within the framework of the implementation of the Public Finance Governance Support Project (PAGFIP), which is the focus of the Funding Agreements between the Government of the Republic of Cameroon represented by the Minister of the Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT)-Project Owner-, and the African Development Bank (AfDB) Group; the PAGFIP National Coordinator-Delegated Project Owner is launching a tender for the supply and installation of office equipment and furniture for the Management Unit of the Public Finance Governance Support Project (PAGFIP).

2. Scope of Services

The services include the supply and installation of office equipment and furniture, of an acceptable range in accordance with the dimensions of the following areas: Offices (CN, Sec; RAF; ASPM; RSE; COMP; ARAF, ASPMJ; ALI), Conference Room; gate-ways; Outbuilding of the headquarters building for multi-purpose use (Professional trainees, CSPM and support for the work of auditors, controllers, inspectors, etc.). Details of supplies are given in the description of supplies section.

3. Participation in this Request for Quotation is open to service providers established or represented in Cameroon who can demonstrate good experience in the supply, installation and maintenance of office equipment and furniture and who meet the qualification criteria set out in this Request for Quotation.

4. Funding

The services covered by this Request for Quotation are funded by the ADF Loan No. 2100150043404 (for the Duty-Free portion) and the Government of Cameroon's Counterpart Funds for the 2024 and following financial year (for Tax and Customs Duty).

5. Submission method

The submission method selected for this Request for Quotation is *off-line*.

6. Consultation of the Request for Quotation files

The physical file may be consulted free of charge at the offices of the Delegated Contracting Authority (DCA) during working hours at the Regional Integration Department, located at

Annexe 1 of MINEPAT, behind the ELECAM building., phone: 693 80 44 68 / 652 90 78 11, Email: ugppagfip@gmail.com upon publication of this notice

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armacm.cm) or by any other electronic means of communication indicated by the Delegated Contracting Authority.

7. Purchasing of the Request for Quotation files

The physical version of the file can be obtained from the Public Finance Governance Support Project Management Unit (UGP/PAGFIP), located in Mballa II at Carrefour Régie Neighbourhood, next to Masque Hotel, R+2 Storey, P.O Box 660-Yaounde, phone: 693 80 44 68 / 652 90 78 11, Email: ugppagfip@gmail.com as soon as this notice is published, in return for payment of a non-refundable sum of Fifty Thousand (50 000) CFA Francs to account No. 335 988 entitled "CAS ARMP special account" opened by the Public Contracts Regulatory Agency in the BICEC branches from Monday to Friday between 08 am and 15: 30 pm.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) file by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version.

8. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is 22,657,500 (twenty-two million six hundred and fifty-seven thousand five hundred) CFA) francs, all taxes included.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with its administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 10 of the SDC, in the amount of five hundred thousand (500,000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

10. Submission of quotations

Each quotation must be written in French or English.

The quotation must be supplied in seven (7) copies, including one (1) original and six (6) copies marked as such, and must reach the Regional Integration Department, located at Annexe 1 of MINEPAT, behind the ELECAM building, phone: 693 80 44 68 / 652 90 78 11, Email: ugppagfip@gmail.com no later than ...21/11/2024..... at 1 PM, and must be labelled:

Request for Quotation No. 001 / ADC / MINEPAT / SG / DGCOOP / DIR / PAGFIP / UGP / CSPM/SPM/ASPM/ASPMJ/ 2024 OF ...28/10/2024.....

FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE MANAGEMENT UNIT OF THE Public Finance Governance Support Project (PAGFIP).

"TO BE OPENED ONLY DURING THE UNVEILING SESSION"

11. Bids Opening

The bids will be opened in one phase on 21/11/2024 2024 at 2 PM by the Special Commission for the Award of Contracts, in the conference room of the Regional Integration Department, located at Annexe 1 of MINEPAT, behind the ELECAM building.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

Under penalty of rejection, documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules for Quotation. They must be less than three (3) months old or have been drawn up after the date of signature of the Tender Notice.

If any document in the administrative file is missing or does not conform to the specifications when the bids are opened, the bid will be rejected after a period of 48 hours as per regulations.

The opening of the opening session will take place no later than one hour after the deadline for receipt of quotations set out in the Request for Quotation file.

12. Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical offers and the financial offers must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The elements of each file must be separated by a divider of a colour different from white.

The Delegated Project Owner will reject :

- Envelopes bearing indications of the tenderer's identity;
- Applications received after the deadline for submission;
- *Applications that do not comply with the submission method.*
- Envelopes without any indication of the identity of the RFQ;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RFQ or bidding only in copies;

Any offer that is incomplete in accordance with the requirements of the RFQ will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the model documents in the RFQ, will result in the outright rejection of the quotation without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

13. Evaluation criteria

13.1-Eliminatory criteria

- On the Administrative File
 - ✓ With the exception of the bid bond, nonconformity of at least one of the documents in the administrative file within 48 hours of the submission of bids;
 - ✓ False declarations, substitutions or forged documents;
 - ✓ Absence of a declaration on honour by which the tenderer certifies that he/she has not abandoned a contract in the course of the last three (3) years, but also that he is not on the list of defaulting companies drawn up annually by MINMAP and that no proceedings are pending against him with MINMAP;
 - ✓ Absence of the bid bond or non-compliant bid;
- On the technical bid

- ✓ Absence of prospectus for the supplies requested ;
 - ✓ Absence of Two (2) Letters of Order for the supply, installation and maintenance of office equipment and furniture or similar services carried out over the last five (5) years and for an overall amount equal to or greater than twenty million (20,000,000) CFA francs inclusive of tax;
 - ✓ Non-compliance with major technical specifications; ;
 - ✓ Lack of after-sales service;
 - ✓ Non-compliance with the 30-day delivery deadline.
- On the financial offer
 - ✓ Absence of a bid conforming to the model, stamped and signed;
 - ✓ Absence of a pré-financing capacity of at least CFAF 10,000,000, issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance;
 - ✓ Absence of The unit price schedule (BPU) in accordance with the model, indicating prices excluding VAT in figures and letters;
 - ✓ Absence of Costs estimates;
 - ✓ Incomplete financial offer or omission of a quantified price;

13.2-Essential criteria

The essential criteria for the qualifications of tenderers are as follows:

- ✓ presentation of the offer, 1 criterion;
- ✓ the tenderer's references, 2 criteria
- ✓ after-sales service, 2 criteria
- ✓ financial capacity, 1 criterion
- ✓ staff qualifications and experience, 1 criterion;
- ✓ logistical resources, 2 criteria
- ✓ lead time, 2 criteria;
- ✓ Organisation and delivery schedule, 2 criteria
- ✓ Certificate of compliance with international standards for all office equipment and furniture, 2 criteria;

Solely bidders who meet at least 80% of the essential criteria will be eligible.

N.B. The project owner will check all the information provided before awarding the contract. Any false information provided will lead to the rejection of the tenderer's bid.

14-Estimated Completion Time

The maximum period envisaged by the Delegated Contracting Authority for the performance of the services covered by this Request for Quotation is thirty (30) calendar days. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

15-Tranches/Allotment

N/A = Not applicable to this RFQ.

16- Award

The Delegated Contracting Authority will award the Letter Order to the Tenderer who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed as the lowest, including any proposed discounts.

In particular, the Tenderer must be deemed qualified to perform the Contract satisfactorily.

17-Duration of validity of Quotations

Tenderers remain bound by their Quotations for 90 days from the deadline set for the submission of Quotations.

18-Further information

Additional information may be obtained during working hours from the Public Finance Governance Support Project Management Unit (UGP/PAGFIP), located in the Regional Integration Department, located at Annexe 1 of MINEPAT, behind the ELECAM building, phone: 693

80 44 68 / 652 50 90 78, Email: ugppagfip@gmail.com with a copy to valentin.lahkouotou@yahoo.fr or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the delegated project owner.

19-Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts, attempted corruption or acts of malpractice, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) by SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the: MINEPAT's Anti-Corruption Unit (PO/OPO) on 677 99 01 59 and ARMP on number 699 95 37 30

Done in Yaounde, on 29/10/2024
The PAGFIP National Coordinator,
Delegated project owner.

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP)
- ARMP
- Chairperson of the Tender Board
- Posting - Files (for information/publication)



Valentin Lah Kouorou